Le traitement médiatique de l'éducation au Canada

How does the media cover education in Canada?

El tratamiento mediático de la educación en Canadá

Michelle Stack

Traducteur : Jérôme Quintana

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/3996>

DOI : 10.4000/ries.3996

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 53-60

ISBN : 978-2-85420-604-3

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Michelle Stack, « Le traitement médiatique de l'éducation au Canada », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 66 | septembre 2014, mis en ligne le 01 septembre 2016, consulté le 22 juin 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/ries/3996> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.3996>

Le traitement médiatique de l'éducation au Canada*

Michelle Stack

Le traitement médiatique de l'éducation au Canada se divise en deux catégories principales. En premier lieu, des articles et des reportages prévisibles, liés au calendrier : la rentrée des classes, la publication du classement des établissements scolaires, la publication des budgets alloués à l'éducation dans chaque ville et province. En second lieu, des sujets qui paraissent de manière épisodique, mais tout aussi prévisibles, traitant généralement d'une jeunesse « en proie à des difficultés » ou « causant des problèmes », de conflits sociaux, de la médiocrité des enseignants, de l'éducation sexuelle, de l'identité sexuelle et s'interrogeant sur la question de savoir si l'école prépare les enfants au monde du travail. L'éducation relève des provinces au Canada ; de ce fait, les médias ont tendance à traiter des questions de politique éducative à l'échelon de la province. Néanmoins, les sujets ayant trait à la violence ou au suicide des jeunes dans un contexte de harcèlement (*bullying*) sont médiatisés à l'échelle nationale, parfois même internationale. Il existe par ailleurs des sujets qui n'entrent dans aucune de ces deux catégories. Par exemple, en 2012, le mouvement étudiant au Québec, dénonçant la hausse des frais universitaires, a fait la une des journaux dans tout le Canada. La question de l'iniquité des financements en faveur des étudiants issus des populations autochtones a, durant quelque temps, été relayée dans toute l'Amérique du nord en 2013, lors du mouvement « Plus jamais inactifs » (*Idle No More*) mené par les populations autochtones du Canada.

Les deux principaux facteurs influençant le traitement médiatique de l'éducation au Canada sont la baisse des fonds publics destinés à l'éducation et la concentration des médias entre les mains de quelques propriétaires. La baisse des fonds publics destinés à l'éducation a entraîné, pour l'ensemble du système éducatif (primaire, secondaire et post-secondaire), une concurrence accrue entre les établissements du public pour faire venir les élèves ou les étudiants étrangers payant des frais de scolarité élevés et attirer les donateurs les plus offrants. De tous les pays capitalistes, le Canada est celui qui possède la plus forte concentration d'organes de presse écrite aux mains de quelques propriétaires (Unité d'analyse des médias, groupe de recherche du G8, 2011, p. 14). Le pays occupe également « la deuxième

* Article traduit par Jérôme Quintana.

place en matière de propriété croisée¹ (entreprises propriétaires de plusieurs médias différents) et d'intégration verticale² sur trente-deux pays » (Winseck, 2012, p. 1). Les salles de rédaction ont subi d'importantes réorganisations, entraînant une réduction des effectifs. Les personnels restants rédigent ou réalisent souvent des sujets pour de multiples organes au sein d'un conglomérat. Dans ce contexte, les sujets « prêts à l'emploi » prisés par le public présentent un grand intérêt pour les professionnels des médias disposant de peu de temps pour créer leurs propres sujets.

Les professionnels des médias que nous avons interrogés ont déclaré être des généralistes ne disposant pas suffisamment de temps pour réaliser un travail d'enquête. À titre d'exemple, un journaliste de télévision interrogé par nos soins expliquait faire des sujets sur les établissements scolaires dans l'école de sa fille, située dans un quartier de la classe moyenne d'une capitale de province. Les raisons avancées : le manque de temps pour se rendre dans une autre école ainsi que la facilité d'accès à cette école.

SUJETS PRÉVISIBLES ET PRÊTS À L'EMPLOI : LES CLASSEMENTS

Les classements des établissements scolaires et universitaires fournissent des sujets rapides et convenus que les établissements ou les districts scolaires très bien classés peuvent utiliser pour assurer leur promotion auprès des élèves ou des étudiants étrangers qui paient des frais de scolarité bien plus élevés que les Canadiens.

Ce que ces classements largement diffusés ont en commun, c'est d'une part la légitimité que leur confèrent les médias, et d'autre part le fait qu'ils suivent une logique médiatique représentant une vérité unique de l'excellence scolaire. Les organes de presse produisent également eux-mêmes des classements, comme ceux publiés par le journal britannique *Times Higher Education*. Ce qui est sous-jacent aux classements, c'est le présupposé selon lequel ce qui constitue une bonne éducation, utile et valable, est une donnée universelle. Il est par conséquent possible de classer les établissements à partir de critères centrés sur l'individualisme et l'accumulation du capital. La nature même des classements crée des

1. Propriété croisée (dans le texte : *cross-ownership*) : « situation d'une entreprise qui contrôle plusieurs médias différents. Elle permet notamment de faire de la promotion croisée et éventuellement de réduire les coûts de production s'il y a développement de synergies entre filières. Quebecor en est un exemple. Au fil du temps, elle est devenue propriétaire de quotidiens, d'hebdomadaires, d'imprimeries, d'une entreprise de messageries, du réseau généraliste TVA, du réseau spécialisé dans les nouvelles LCN, de magazines, d'un câblodistributeur, d'une chaîne de clubs vidéo, d'un réseau de librairies et disquaires et d'un site internet ». Source : *Les effets de la concentration des médias au Québec : problématique, recherche et consultations* (rapport, janvier 2003) <http://goo.gl/7uZE4R> (NdT)

2. Intégration verticale (ou « concentration verticale ») : « la concentration verticale vise à ce qu'une entreprise contrôle plusieurs étapes de la production et de la distribution. Vise à mieux intégrer les différentes activités afin d'augmenter les synergies et la compétitivité (...). À l'image de Transcontinental qui a des intérêts dans la publication de magazines tout en étant propriétaire d'imprimeries, d'une entreprise de distribution et d'un réseau de marketing interactif sur internet ». (Source : *ibid.*) (NdT)

gagnants et des perdants dans le domaine de l'éducation. En revanche, ce qui est absent des systèmes de classement les plus en vogue, à tous les échelons du système éducatif, ce sont des indicateurs prenant en compte les notions d'équité, d'accès à l'éducation et de justice sociale.

La question de la visibilité est un élément tautologique essentiel des classements. Une université dotée de bonnes ressources est à même de vanter ses mérites auprès des médias sociaux et institutionnels à coups de campagnes publicitaires. Une plus grande visibilité représente un avantage concurrentiel pour recruter les élèves ou les étudiants, les enseignants et les donateurs (Stack, 2013).

Un classement largement diffusé des établissements du primaire et du secondaire au Canada, créé par l'Institut Fraser, un *think tank* classé à droite, fait l'objet de vives critiques de la part des militants de l'éducation publique. Il est toutefois très lu. Le traitement médiatique des classements se veut objectif, à l'aide de chiffres et de supports visuels, tels que les graphiques, qui donnent une crédibilité objective. Le rédacteur d'un grand quotidien d'une province canadienne nous a expliqué savoir que l'Institut Fraser adhérerait à des idées très à droite, mais qu'au vu des critères présentés par ce *think tank*, il avait désormais la « preuve » que les classements des établissements étaient « fondés sur les faits » et constituaient « des informations que les parents devraient avoir en leur possession » (Stack, 2010).

Il existe un élément largement absent du traitement médiatique des classements : le fait que les élèves ou les étudiants sont une minorité à pouvoir choisir leur établissement, ce choix étant impossible pour une majorité d'entre eux. Les établissements scolaires et universitaires critiquent les classements, tout en y participant. S'ils y participent, ils acceptent un système fondé sur la logique médiatique, ayant peu à voir avec l'éducation. S'ils n'y participent pas, ils risquent de perdre des financements publics, des élèves/étudiants et des donateurs (Stack, 2013).

SUJETS PRÉVISIBLES ET ÉPISODIQUES

Les sujets épisodiques et tragiques les plus courants traitent principalement de la violence scolaire et de la scolarité. Le 10 octobre 2012, une adolescente de 15 ans, Amanda Todd, mettait fin à ses jours. Peu de temps avant sa mort, elle avait publié une vidéo sur YouTube, dans laquelle elle lançait un appel à l'aide. Dans cette vidéo, la jeune Amanda Todd ne parle pas mais brandit des panneaux détaillant le harcèlement dont elle est victime depuis qu'elle a été contrainte de publier en ligne une photo dans laquelle elle apparaît seins nus, photo largement diffusée par un adulte ayant exercé des pressions à son encontre. Sa vidéo s'est propagée sur Internet après sa mort, faisant l'objet d'une large couverture médiatique locale, nationale et internationale. Le jour de sa mort, les réseaux sociaux Facebook et Twitter ont été utilisés pour mettre en place des pages commémoratives en ligne.

Dans les sujets publiés ou diffusés lors de la mort d'Amanda Todd, les médias ont parfois évoqué d'autres décès de jeunes qui avaient eu un fort retentissement médiatique, notamment l'affaire Reena Virk, dont le meurtre avait fait l'objet d'une couverture internationale : six filles et un garçon avaient assassiné la jeune Reena et lui avaient brûlé une cigarette sur le front, à l'endroit où les jeunes femmes du Sud asiatique dessinent souvent un « bindi »³ (Rajiva & Batacharya, 2010).

Dans les affaires de violence impliquant des filles, il est courant de faire le portrait de la *mean girl*, la méchante (Kelly & Pomerantz, 2009). On a recours à diverses expressions et métaphores pour décrire le sort qui devrait être réservé aux auteurs de harcèlement (*bullies*), représentés comme étant l'archétype de l'enfant démon, enfant par sa forme, mais dangereux criminel dans les faits.

Dans les affaires de harcèlement, les médias exhortent les autorités compétentes à prendre des mesures fermes, à adopter une politique de « tolérance zéro », à engager plus souvent des poursuites contre les jeunes. De temps en temps, on aborde la question de la prévention.

L'importance accordée à l'individu est conforme à cette longue tradition de récits fondés sur la méritocratie et la responsabilité des individus pour devenir des êtres épanouis et autonomes. Le traitement médiatique représente également la dichotomie non résolue d'une jeunesse vue comme étant à la fois féroce et innocente. Cette dichotomie est résolue en punissant les mauvais éléments ou en adoptant des politiques qui impliquent un meilleur encadrement des jeunes par les adultes et en mettant en place un enseignement favorisant les comportements prosociaux.

Le cyberharcèlement est de plus en plus représenté comme une menace grave pour les enfants et les adolescents. On met l'accent sur la responsabilité des parents et sur la nécessité d'apprendre aux jeunes comment naviguer sans danger sur Internet. À nouveau, on aborde rarement le problème de certains comportements adultes, tels que le fait de créer, de publier ou de consommer des actes de violence perpétrés contre des enfants, sous forme de pornographie juvénile en ligne. De même qu'on aborde rarement aussi les cas de harcèlement contre les enfants et les adolescents de la part des adultes. Les enfants et les adolescents risquent pourtant davantage d'être violés ou assassinés par un adulte en qui ils ont confiance (selon l'agence gouvernementale « Statistique Canada ») que par un autre jeune. Toutefois, dans cette forme de panique morale qui résulte de ces événements, ce qui ressort principalement, c'est que les jeunes doivent être accompagnés d'une main ferme par les adultes vers des comportements prosociaux.

Le traitement épisodique d'événements tragiques entraîne des décisions politiques tout aussi épisodiques, que les médias ne suivent pas, car cela nécessiterait un traitement continu et systémique. Un enchaînement de solutions

3. « Bindi » ou « tilak », marque distinctive en forme de point (NdT).

spontanées engendre un enchaînement de décisions politiques fondées sur l'existence de bons et de mauvais individus et non sur une réponse collective pour changer les structures et créer des façons d'être ensemble qui soient moins violentes.

Les médias, dans les sujets qu'ils consacrent à ces affaires, se présentent souvent comme ceux qui permettent d'éclairer, d'apporter des solutions. Le plus souvent, on propose une solution « nouvelle » (qui consiste par exemple à expulser les *bullies* de leur établissement scolaire) puis on l'oublie jusqu'au prochain fait-divers tragique qui fera la une. Le fait de présenter une politique comme étant « nouvelle » s'inscrit globalement dans une politique de l'oubli. Il est en effet important pour les responsables politiques et les journalistes qu'on les voie tenter de résoudre un problème en faisant quelque chose de nouveau. Or le fait de revenir sur des tragédies similaires et facilement évitables ne procure pas autant d'apaisement que le fait de croire dans des politiques censées garantir que ces tragédies ne surviendront « plus jamais ». La nouveauté qu'apporte une politique médiatisée donne le sentiment d'une progression linéaire vers une société plus humaine, produisant de jeunes et bons individus.

Politiques et médias traitent ces problèmes d'oppression à l'échelle d'un système comme des actes individuels commis par de mauvais enfants, problèmes qu'il est possible de régler en exerçant une surveillance, en prononçant des peines ou en intégrant au programme scolaire des enseignements visant à rendre les jeunes socialement responsables.

LES EFFETS DE L'EXPOSITION MÉDIATIQUE SUR LES PROFESSIONNELS DE L'ÉDUCATION

Dans le cadre de l'une de nos enquêtes, nous avons interrogé des journalistes, des anciens ministres de l'éducation et des directeurs de communication. Ce qui ressort de ces entretiens, c'est que les médias jouent un rôle dans tous les processus d'élaboration de politiques. Comme l'explique un directeur de communication, les médias ne sont pas au sens propre présents dans la pièce lorsqu'on débat des politiques à mener, néanmoins ils sont toujours là. Les individus filtrent leurs idées, en s'interrogeant sur leur réception par les médias, avant d'en faire part aux autres. L'importance de paraître stratégique constitue une part essentielle de capital symbolique pour les figures politiques. Or pour être stratégique, il est important de comprendre ce qui sera ou non bien accueilli par les médias (Stack, 2007, 2010). En 1995, le ministre de l'éducation de la province de l'Ontario, M. Snoben, a été filmé à son insu expliquant à ses acolytes qu'il était nécessaire de mettre le système éducatif « en faillite » et de « produire une crise ». Dans les négociations sociales entre syndicats enseignants et gouvernement, il est courant d'utiliser cet angle ou de porter cette accusation de « production de crise ».

Tous les journalistes et les figures politiques que nous avons interrogés ont fréquenté les bancs de l'école et cela a son importance. En effet, l'idée qui prévaut dans les entretiens menés avec ces personnes, c'est la conviction que l'enseignement repose sur le bon sens et que ce bon sens inclut l'évaluation, la discipline en classe et le fait de préparer les enfants au monde du travail. Toute politique qui s'inscrit en dehors de ce cadre est souvent perçue comme manquant de logique.

Dans les enquêtes que nous avons menées, les personnes travaillant dans le secteur des médias expriment un fort sentiment de frustration à l'égard des chercheurs en sciences de l'éducation et de leur statut « d'experts » en la matière. Les chercheurs sont souvent perçus comme étant des ergoteurs, peu au fait des contraintes de délais de la presse. Lorsque nous avons demandé aux journalistes et aux directeurs de communication de nous citer le nom d'experts dans différents domaines, les noms qu'ils nous ont donnés étaient, à une écrasante majorité, ceux d'hommes blancs. Ce résultat concorde avec de nombreuses autres enquêtes sur les questions de genre et avec de nombreuses autres sources spécialisées (Women's Media Center, 2013).

Les journalistes et les chercheurs universitaires évoluent dans différents espaces temporels, ce qui n'est pas sans incidence sur la façon de traiter l'information. Les journalistes sont constamment soumis à des contraintes de délai et n'ont guère le temps de réfléchir ni de recueillir des éléments à la source. Les chercheurs, en revanche, disposent généralement de beaucoup plus de temps pour préparer leur enquête, mais si les personnes chargées d'élaborer les politiques et/ou les professionnels des médias ne leur prêtent aucune attention, ils ne peuvent avoir guère d'influence sur les politiques éducatives officielles. Les différentes formes d'appréhension du temps, ainsi que les différents dispositifs de récompense mis en place, impliquent que les reportages consacrés à l'éducation bénéficient rarement des acquis de la recherche universitaire. De la même façon, la recherche en matière d'éducation, qui devrait en théorie permettre d'approfondir le débat en la matière, n'y parvient que rarement.

Il arrive parfois que les politiques éducatives interviennent dans le prolongement du traitement médiatique de certains problèmes à fort retentissement, tels que la question de l'obésité chez les enfants. Les politiques visant à mettre en place des « collations santé » (*healthy snacks*) dans les distributeurs automatiques retiennent souvent l'attention des médias. Ceux-ci accordent en revanche moins d'attention au problème de la baisse des infrastructures favorisant l'accès universel et équitable aux activités sportives et de plein air pour les enfants.

SUJETS BÉNÉFICIAIRE D'UN FAIBLE TRAITEMENT MÉDIATIQUE

Il existe un certain nombre de sujets liés à l'éducation au Canada, tous de nature systémique, qui bénéficient d'un faible traitement médiatique. Les sujets concernant les enfants posant problème et issus de milieux socio-économiques défavorisés sont courants. Ce qui manque, en revanche, c'est le traitement du rôle joué par le gouvernement dans le fait d'atténuer ou, au contraire, de renforcer la vulnérabilité des enfants. Par exemple, des fonds publics sont alloués pour placer des enfants en familles d'accueil alors que, dans le même temps, on opère des coupes dans le budget des établissements ou de tout autre dispositif permettant d'aider les familles à offrir à leurs enfants un environnement sécurisant et épanouissant.

Le lien entre, d'une part, la politique gouvernementale de mise en place d'un salaire minimum et, d'autre part, la capacité des familles à subvenir aux besoins de leurs enfants est absent du traitement médiatique réservé aux enfants vivant dans la pauvreté et à leur réussite scolaire. Pourtant, de nombreuses recherches indiquent l'importance du statut socio-économique dans la réussite ou l'échec scolaire. À l'inverse, les sujets consacrés aux téléthons et à d'autres événements de nature caritative pour venir en aide aux enfants pauvres sont courants. De la même façon, de nombreux sujets sont consacrés aux actions caritatives en faveur des enfants handicapés. Si l'on trouve de plus en plus de sujets consacrés à des spécialistes ou à des militants du monde de l'éducation souffrant eux-mêmes de handicaps, les sujets portent toutefois principalement sur les enfants handicapés, vus comme objets de pitié ou sources d'inspiration ou encore comme un poids dans un système doté de ressources insuffisantes.

La marchandisation de l'éducation au Canada bénéficie d'un très faible traitement médiatique. De plus en plus de collectivités dépendent des revenus engendrés par les inscriptions d'élèves ou d'étudiants étrangers dans le primaire, le secondaire et le supérieur. À ces divers échelons de l'enseignement, de nombreux établissements ont considérablement accru le budget consacré à la communication. En cette époque où l'éducation est vue comme un produit de marché dans un contexte de concurrence mondiale, les supports « gratuits » (*earned*) et « payants » (*paid*)⁴ répondent à un besoin impérieux. Les sites Web deviennent de plus en plus importants pour recruter d'éventuels élèves/étudiants et personnels enseignants. Néanmoins, il est important d'être en contact avec les supports

4. Supports gratuits et payants (*earned and paid media*) : les supports (ou « médias ») gratuits « ne peuvent être achetés ou contrôlés par l'entreprise elle-même et recouvrent les supports générés en toute indépendance par les consommateurs, journalistes et autres tierces parties. Les relations publiques, les réseaux sociaux et le bouche-à-oreille sont autant de voies qu'empruntent ces médias gratuits ». Les supports payants « comprennent publicité, commercialisation sur les moteurs de recherche, référencement payant et marketing par courrier électronique et s'achètent sur des sites tiers au moyen d'investissements directs ». Source : <http://goo.gl/eOQvot> (NdT)

médiatiques traditionnels afin d'attirer l'attention des leaders d'opinion de différents secteurs, notamment du monde des affaires et du gouvernement. La marchandisation a également entraîné une influence croissante des conglomerats de médias et de sociétés de technologie de l'information dans l'offre et la mise en œuvre de contenus curriculaires.

Enfin, le travail des militants du monde de l'éducation, notamment des jeunes militants, a bénéficié d'un faible traitement médiatique au Canada, plus particulièrement encore en ce qui concerne les jeunes militants issus de populations indigènes. Dans l'Ontario, par exemple, enfants, adolescents et adultes ont mis en place une action à l'échelle nationale pour exercer des pressions sur le gouvernement afin que celui-ci finance de manière adéquate le programme « *First Nations Education* » (Éducation des premières nations). Les jeunes de la communauté autochtone des « Cris » ont marché 1 500 km jusqu'à Ottawa pour attirer l'attention des médias et du public sur les conditions de vie et de scolarité jugées inéquitables. Les jeunes, et de manière générale les militants du monde de l'éducation, se tournent de plus en plus vers les médias sociaux pour obtenir le soutien et l'élan nécessaires à l'organisation de rassemblements, de journées d'éducation populaire, de manifestations avec occupation des locaux et de pétitions.

BIBLIOGRAPHIE

KELLY D. & POMERANTZ S. (2009) : Mean, wild, and alienated: Girls and the state of feminism in popular culture. *Girlhood Studies*, 2(1), 1-19. <http://dx.doi.org/10.3167/ghs.2009.020102>

KALAJDZIOVSKI N. & RUDIN D (2011) : *Canada. G8 Research Group's Analysis of G8 Media Coverage at the 2010 G20 Seoul Summit.*

STACK M. (2007) : Constructing "Common-sense" Policies for Schools: The Role of Journalists in the Construction of Mainstream Stories About Education. *International Journal of Educational Leadership*, 10(3), 247-264.

STACK M. (2010) : "Spin as symbolic capital: The fields of journalism and education policy-making: A Bourdieuan reading". *International Journal of Leadership in Education*. 13(2), 107-119.

Statistics Canada (n.d.) : *Child/Youth-Homicide/Murder Statistics in Canada*

http://www.canadiancncr.com/Child_Abuse/Canada_Child_Youth_Homicide_Murder_Statistics_Canadian_Center_Justice_Statistics.aspx

WINSECK D. (2012) : *Assessing the Effects of the Bell – Astral Acquisition on Media Ownership and Concentration in Canada.* Prepared on behalf of the Public Interest Advocacy Centre, Consumers' Association of Canada, Canada Without Poverty, and Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia for the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission's Hearings on the proposed acquisition of Astral Media Inc. by Bell Canada : 1-36.

Women's Media Center (2014) : *Divided The Media Gender Gap*
<http://www.womensmediacenter.com/pages/media-gender-gap>